



**Arrêté n° AE-F09320P0219 du 16/10/2020
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2020-09-01-003 du 01/09/20 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09320P0219, relative à la réalisation d'un projet de construction d'un ensemble commercial comprenant un magasin BUT - des bâtiments commerciaux et 114 places de stationnements sur la commune de Salon-de-Provence (13), déposée par la SAS PY DISTRIB 1, reçue le 22/09/2020 et considérée complète le 22/09/2020 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 23/09/2020 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 41a du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en :

- la construction d'un ensemble commercial ;
- la construction de 114 places de stationnement en revêtement imperméable ;
- la réalisation de 2 750 m² de toiture photovoltaïque ;
- la plantation de 47 arbres à haute tige ;

Considérant que ce projet a pour objectif d'apporter une nouvelle offre commerciale à la commune dans une architecture de qualité ;

Considérant la localisation du projet :

- en limite de zone urbaine ;
- dans une zone à usage commercial ;
- sur une friche végétale ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou

contractuelle et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

Considérant que le projet fait l'objet d'un dossier loi sur l'eau ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'un permis de construire, n° PC13103 19 E0087, délivré par la commune de Salon-de-Provence en date du 06 juillet 2020 ;

Considérant que les eaux de ruissellement du parking seront traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau public ;

Considérant que le projet sera équipé de bassins de rétention enterrés d'une capacité totale de 1 517 m³ ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à maîtriser l'éclairage extérieur afin de limiter les effets des nuisances lumineuses sur les espèces lucifuges ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

Le projet de construction d'un ensemble commercial comprenant un magasin BUT - des bâtiments commerciaux et 114 places de stationnements situé sur la commune de Salon-de-Provence (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à SAS PY DISTRIB 1.

Fait à Marseille, le 16/10/2020.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale



Marie-Thérèse BAILLET

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).